

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur 068-216803346-20240529-2024AR9131-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/05/2024

ARRÊTÉ	OBJET	DATE	PAGE
N°131	ARRETE MUNICIPAL PORTANT APPROBATION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE	29/05/2024	244

Le Maire de la Ville de THANN (Haut-Rhin)

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-2 et L. 2212-4, L 2512-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieure, et son article L. 731-3 relatif au plan communal de sauvegarde ;

Vu le décret n°2022-907 du 20 juin 2022 relatif au plan communal et intercommunal de sauvegarde et modifiant le code de la sécurité intérieure, codifié aux articles R. 731-1 à R. 731-8 ;

Considérant que la Commune est exposée à de nombreux risques tels que : risques chimiques, transport de matières dangereuses, inondation, incendie bois et forêts, sismique, tempête, canicule, ...;

Considérant qu'il est important de prévoir, d'organiser et de structurer l'action communale en cas de crise ;

ARRETE:

Article 1er : Le plan communal de sauvegarde de la Commune de THANN est mis à jour à compter de ce jour. Il définit l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population en cas d'évènement sur la commune.

Article 2 : Le Maire met en œuvre le plan communal de sauvegarde de sa propre initiative ou sur demande de Monsieur le Préfet du Haut-Rhin.

Article 3 : Le plan communal de sauvegarde fera l'objet des mises à jour nécessaires à sa bonne application.

Article 4 : Copie du présent arrêté ainsi que du Plan Communal de Sauvegarde sera transmise à Monsieur/Madame le/la Préfet(e) du Haut-Rhin et, à Monsieur/Madame le/la Président(e) de la Communauté de Communes Thann Cernay.

Article 5 : Le plan communal de sauvegarde est présenté au conseil municipal, conformément à l'article R. 731-3 du code de la sécurité intérieure.

Article 6 : Le plan communal de sauvegarde est consultable en mairie.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à THANN, le 29 MAI 2024

Transmis à :

Préfecture

CCTC

Gilbert STOECKEL Maire de Thann